

COMMUNIQUÉ DE PRESSE :

Garantir à tous la possibilité de #Restezchezvous grâce aux services publics.

#BeyondTheOutbreak (Au-delà de l'épidémie)

Nairobi, Barcelone, 2 avril 2020 - La série de sessions d'apprentissage en direct organisée par CGLU, Metropolis et ONU-Habitat, qui a débuté la semaine dernière avec des collectivités locales et régionales partageant leurs expériences, leurs initiatives et leurs actions pour soutenir leurs populations face à la pandémie, entre dans sa deuxième phase, en se concentrant sur des services publics spécifiques.

La session d'apprentissage en direct qui a eu lieu le 1er avril, co-organisée avec la Commission de CGLU sur l'inclusion sociale, la démocratie participative et les droits humains, a rassemblé des collectivités locales et régionales, des représentants de la société civile et des Nations unies pour traiter de la crise du logement et des mesures qui peuvent permettre de garantir le succès de la campagne **#Restezchezvous**.

Le vice-ministre du Logement du Costa Rica, les maires de Grigny, Bukavu, les maires adjoints de Barcelone, Cocody et des représentants de Bogota, Montevideo, Montréal, Vienne, Guangzhou, Itzapalapa, Xi'an et de la région de Catalogne se sont retrouvés aux côtés de la Directrice exécutive d'ONU-Habitat, de la Rapporteuse spéciale des Nations unies sur le droit à un logement convenable, de la présidente de la Coalition internationale pour l'habitat, de la Secrétaire générale de CGLU et d'une représentante de la plateforme mondiale pour le droit à la ville.

La réunion a été ouverte par la Directrice exécutive d'ONU-Habitat, **Maimunah Mohd Sharif**, qui a rappelé que le droit à un logement convenable était un droit humain universellement reconnu.

"Le logement est central dans notre lutte contre le COVID-19. Sans un logement adéquat, la distanciation sociale et le respect des règles d'hygiène sont tout simplement impossibles. Un logement convenable est devenu une question de vie ou de mort, à présent et à l'avenir", a-t-elle déclaré.

Plus de 200 participants ont participé à la session en ligne structurée autour de deux **tables rondes** qui ont analysé comment, dans de nombreux endroits, le respect du principe "Restez chez vous" peut être un véritable problème en raison du manque de logements ou de services adéquats.

La Rapporteuse spéciale des Nations unies sur le droit au logement, **Leilani Farha**, a rappelé certaines des politiques menées dans les villes de par le monde pour assurer le droit de chacun à rester chez soi pendant la pandémie, et les

possibilités qu'offre la réaction

à la crise du COVID-19 pour garantir le droit au

logement pour tous.

"Il ne devrait y avoir aucune expulsion de personne, nulle part, pour quelque raison que ce soit. Nous pouvons appeler cela une extension logique de la consigne #Restezchezvous. Nous savons qu'il est possible de protéger les plus vulnérables et les résidents des quartiers informels. Tout cela est parfaitement cohérent avec le droit au logement", a déclaré Mme Farha.

D'autres intervenants ont dit combien cette expérience d'apprentissage sur le logement pouvait être extrêmement utile pour identifier les lacunes en matière de logement et de prestation de services, et la manière dont les collectivités locales et régionales travaillent à les combler.

La première des tables rondes, animée par **Adriana Allen**, présidente de la Coalition internationale pour l'habitat, a souligné les défis que pose l'application de la consigne #Restezchezvous. Patricia **Awa Ouassenan Nelly**, adjointe au maire de **Cocody** et **Espérance Mwamikazi Baharnyi**, maire de **Bukavu**, ont présenté les mesures prises pour s'assurer du respect de la consigne aux premiers stades de la pandémie. Le maire de **Grigny**, **Philippe Rio**, a souligné comment l'épidémie de COVID-19 amplifie les inégalités, exposant non seulement les populations les plus vulnérables mais aussi les territoires les plus fragiles. Les collectivités territoriales ont un rôle clé à jouer dans ces territoires pour assurer la sécurité de leurs habitants.

Le rôle que les collectivités locales et régionales peuvent jouer pour assurer le respect des mesures de confinement a été au centre de la deuxième table ronde, animée par **Lorena Zárate**, de la Plate-forme mondiale pour le droit à la ville. Les villes qui connaissent actuellement le pic le plus préoccupant de l'épidémie, comme **Barcelone**, représentée par l'adjointe au maire **Laia Bonet**, ou **Vienne**, ont exposé les mesures prises par les collectivités locales pour faire en sorte que le logement ne contribue pas à aggraver l'anxiété générée par la pandémie. La fourniture de logements aux populations "invisibles" et aux personnes handicapées a été l'un des enjeux abordés lors de la session, tout comme le rôle que joue le confinement pour les femmes, et les enfants, qui sont les plus exposés à la violence domestique.

La dernière partie de la session a conduit les participants à réfléchir sur les politiques de logement à adopter au lendemain de la pandémie et sur ce qui peut être fait pour en tirer les leçons. Les représentants de **Xi'an** et de **Guangzhou** ont présenté le point de vue de villes qui avaient surmonté la pandémie, l'importance d'apporter un soutien aux populations vulnérables pendant et après les crises, et ont expliqué comment la mobilisation et la protection des employés de la fonction publique étaient essentielles pour garantir la résilience des habitants dans le processus de reconstruction.

Emilia Saiz, secrétaire générale de CGLU, a conclu la session en soulignant ce que signifierait un logement adéquat au lendemain de la pandémie et les mesures à prendre pour garantir l'accès au logement en période d'incertitude

économique et sociale. Elle a appelé à renforcer le dialogue entre les différentes sphères de gouvernement afin d'adopter une approche multi-niveaux face à la crise du logement, pendant et après l'épidémie de COVID-19.

Il s'agissait de la première des sessions d'apprentissage en direct abordant une question clé spécifique liée à la pandémie. Les sessions d'apprentissage en direct se poursuivront avec d'autres sessions hebdomadaires à venir, tous les mercredis, pendant la durée de la crise. La mobilité, l'accès à la technologie dans la prestation de services pendant la crise actuelle et le rôle des associations de collectivités locales figureront parmi les sujets qui seront prochainement abordés. Les villes du monde entier cherchent dès à présent à relever les défis avec une nouvelle génération de solutions.

À propos de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) :

CGLU est l'organisation mondiale des gouvernements locaux et régionaux et de leurs associations qui représente et défend leurs intérêts sur la scène mondiale. Représentant 70 % de la population mondiale, les membres de CGLU sont présents dans toutes les régions du monde : Afrique, Asie-Pacifique, Europe, Eurasie, Moyen-Orient-Asie de l'Ouest, Amérique latine et Amérique du Nord - organisés en sept sections continentales, une section métropolitaine et un forum régional. Le réseau comprend plus de 240 000 villes, régions et métropoles et plus de 175 associations de collectivités locales et régionales présentes dans 140 pays. CGLU place au cœur de ses priorités stratégiques la démocratie locale, le changement climatique et la protection de l'environnement, la réalisation des objectifs de développement durable, les finances locales, le développement urbain et la diplomatie des villes pour la consolidation de la paix.

Visitez le site www.uclg.org et suivez @uclg_org pour en savoir plus.

À propos d'ONU-Habitat :

ONU-Habitat est l'agence des Nations unies spécialisée sur nos villes et nos communautés. ONU-Habitat travaille dans plus de 90 pays et soutient les habitants des villes et des établissements humains pour un meilleur avenir urbain. En collaboration avec les gouvernements et les partenaires locaux, ses projets à fort impact combinent une expertise mondiale et des connaissances locales pour fournir des solutions ciblées et opportunes. L'Agenda 2030 pour le développement durable comprend un objectif spécifique sur les villes, l'ODD 11 - rendre les villes inclusives, sûres, résilientes et durables.

Visitez www.unhabitat.org et suivez @unhabitat pour plus d'informations.

Pour plus d'informations, contactez :

Alejandra Salas
Secrétariat mondial de CGLU, Barcelone



Susannah Price
Cheffe de la communication, ONU-Habitat
susannah.price@un.org
Tél. 254 722 719867